

Les périurbains et la ville : entre individualisme et logiques collectives

Itinéraires croisés en Pays de la Loire

Rodolphe Dodier

La question de l'étalement urbain suscite de plus en plus de prises de positions divergentes, que ce soit au sein du monde scientifique ou dans le champ politique. La controverse porte principalement sur deux aspects : d'une part sur la capacité des espaces périurbains à participer à la nouvelle norme du développement durable ; d'autre part sur la lecture de la vie périurbaine comme caractéristique d'un repli domestique ou de la montée d'un individualisme de nature à remettre en cause les bases même du « faire société ». Sur ce second point, des interprétations récentes insistent sur la montée de l'entre-soi périurbain (Donzelot, 1999), sur le refus « du frottement assumé avec les autres » (Lévy, 2001, p. 7), sur le repli sur le logement et la fuite de la ville, mais aussi sur la montée du vote Front National dans ces espaces (Grésillon, 1998). Inversement, certains ont une vision des espaces périurbains comme figure emblématique de la ville au choix, par exemple dans le cadre conceptuel de la ville émergente (Dubois-Taine, Chalas, 1997), parant la mobilité de vertus émancipatrices.

Dans un cas comme dans l'autre, l'image du périurbain est univoque et fondée sur des archétypes qui résistent fort mal à l'immersion dans ce type d'espace. Comme dans le reste de la ville, les espaces périurbains se caractérisent avant tout par une forte hétérogénéité socio-économique, même si les extrêmes sont moins représentés. En revanche, les types de ménages sont assez homogènes, avec une large prédominance de familles avec enfants. La vraie figure du périurbain est celle de la famille, non celle d'une catégorie sociale spécifique, moyenne ou populaire (Jaillet, 2004, Estèbe, 2004). L'hétérogénéité sociale du périurbain se construit en fait à partir de multiples plans de différenciation :

- selon les capacités économiques, qui induisent fortement les choix résidentiels.
- selon le capital culturel, qui joue notamment sur la perception de la ville.
- selon le parcours résidentiel antérieur et la trajectoire sociale (ascension sociale et/ou fuite des quartiers d'habitat social).

- selon le genre, avec une appréciation plus positive de la mobilité par les hommes.

- selon l'âge, avec notamment le groupe social des « jeunes » qui se distingue par une perception beaucoup plus négative de la vie périurbaine.

Les conséquences spatiales en sont la formation de couronnes socialement différenciées, avec une opposition entre une première couronne largement peuplée de catégories moyennes supérieures et un périurbain lointain plutôt composé de ménages populaires solvables, même si les cas de surendettement sont fréquents. À cette structure principale, se superposent des différenciations sectorielles qui reproduisent souvent les différenciations internes à la ville-centre mais aussi des différenciations fines à l'échelle intra-communale, entre lotissements, selon l'ancienneté et la taille des parcelles, et entre les différents segments du marché immobilier, avec une opposition entre les fermettes rénovées souvent occupées par les cadres et le bâti ancien des bourgs, marqué par beaucoup de précarité voire de la pauvreté.

La question centrale est donc bien celle de l'interprétation de la montée de l'individualisme dans les espaces périurbains : condition indispensable à la diffusion de la citoyenneté (Singly, 2003) ou diffusion de la figure de « l'individu incertain » (Ehrenberg, 1995) engendrant recul social et peur de l'autre ? D'un côté, l'affaiblissement des structures sociales héritées du fordisme permet à l'individu de choisir et de modifier ses pratiques, notamment spatiales, ce qui lui permet également de choisir en toute conscience de vivre en société et de s'impliquer socialement, bref de se comporter en « véritable citoyen ». D'un autre côté, cela le rend plus fragile, l'obligation d'être autonome dans ses choix pesant sur son équilibre psychique, et peut induire des formes de repli social avec une survalorisation de la sphère



Rodolphe Dodier

La Bazoge, 72

privée et un certain dédain pour la vie publique. Mais n'existe-t-il pas aussi des dimensions collectives ou, *a minima*, un certain nombre de régularités qui peuvent pondérer cette présentation ? Quel est le degré de conscientisation de ces dimensions collectives dans les populations périurbaines ? Pour aborder ces questions, trois dimensions de la vie périurbaine seront plus précisément explorées : le choix résidentiel ; les pratiques spatiales du quotidien ; la vie sociale.

Les itinéraires résidentiels sont largement contraints par les possibilités financières des familles et par les disponibilités foncières et immobilières. La justification de ces choix résidentiels intègre-t-elle une dimension de fuite de la ville et de rejet de la vie urbaine, ou se caractérise-t-elle par d'autres dimensions plus positives ? Les pratiques spatiales évoluent lors de l'arrivée dans le périurbain, avec globalement plus de mobilité, mais surtout plus de trajets en boucle et une forte programmation des parcours. Pour autant, existe-t-il un véritable mode d'habiter périurbain, emblématique de la montée de l'individualisme ou n'est-il qu'une simple déclinaison des modes de vie urbains ? Les périurbains ont-ils un rapport à la ville, en recherchant la comparaison avec d'autres géotypes de résidence, marqué par plus d'urbanophobie ? La vie sociale est aussi un bon indicateur de la nature de l'individualisme présent dans les espaces périurbains. Est-elle caractérisée par des rapports distants et une certaine morosité de la vie sociale, ou est-elle l'indicateur de la montée d'une citoyenneté renouvelée ?

Les matériaux empiriques qui sont à la base de ces réflexions sont de deux ordres. D'abord, des traitements

quantitatifs des matrices de mobilité résidentielle et de la mobilité quotidienne (domicile - travail et domicile - lieu d'étude) sur l'ensemble de la région Pays-de-la-Loire (source RGP99, INSEE) ont permis de caractériser le fonctionnement socio-spatial de villes de tailles variées, de la métropole nantaise aux plus petites villes. Ensuite, des séries d'entretiens dans les espaces périurbains de plusieurs villes (trente-cinq ménages dans les environs du Mans en particulier, mais aussi autour de Nantes, Laval, Mayenne et de petites villes de 2 à 3000 habitants comme Fresnay-sur-Sarthe), ainsi que quarante-huit carnets de reconstruction de la mobilité d'un ménage sur un an, ont permis de donner à cette recherche un aspect plus interprétatif. La plupart de ces ménages ont fait l'objet d'interrogations multiples, avec un recours à la méthode du double entretien (Hoyaux, 2002) mais aussi avec des interrogations de plusieurs membres du ménage (homme et/ou femme et/ou adolescent) à des moments différents.

De la justification d'un choix résidentiel... contraint

Il faut rappeler tout d'abord que les mobilités résidentielles sont intenses et ne fonctionnent jamais à sens unique. Ainsi, pour les Pays-de-la-Loire, 35 à 40 % des personnes habitant dans le périurbain en 1999 sont arrivées dans les neuf ans qui précèdent mais, inversement, le tiers de ceux qui habitaient dans cet espace en 1990 ont déménagé. Ces

départs concernent essentiellement deux populations : d'une part, et de façon massive, des jeunes qui décohabitent et poursuivent des études ou s'insèrent sur le marché du travail dans un grand centre urbain ; d'autre part des déménagements, non négligeables, de familles pour cause de mutation professionnelle, de continuité du parcours résidentiel et familial (agrandissement de la famille), ou de recomposition des familles lors de divorces, au sein desquels le mouvement de retour au centre reste assez marginal et très sélectif sur le plan social. Les départs de retraités existent aussi mais restent quantitativement peu développés, marquant la volonté des périurbains à vieillir dans ce lieu de résidence (Luxembourg, 2005). Les arrivées concernent principalement des familles avec enfants, avec plutôt des catégories sociales aisées en première couronne et des catégories populaires solvables en deuxième couronne, en tous cas avec une structure sociale plus tranchée que pour la population déjà installée.

En amont de la mobilité à proprement parler, quels sont les ressorts de la décision de venir résider dans l'espace périurbain ? Pour analyser les mobilités conduisant au périurbain, la démarche de certains ménages au moment même du changement résidentiel a fait l'objet d'un suivi spécifique (sur un échantillon faible de huit ménages). De plus, et de façon plus classique, les entretiens ont permis de reconstruire avec les autres ménages l'ensemble de leur parcours résidentiel et les raisons de leur arrivée dans le périurbain.

Le désir d'être propriétaire reste bien ancré dans la population française et explique une grande part de cette aspiration à vivre en pavillon dans le périurbain. Les composantes idéologiques de l'habitat pavillonnaire sont bien établies depuis longtemps (Haumont, 1966). Le modèle de l'accession à la propriété reste l'horizon de bon nombre de ménages, même si des représentations divergentes continuent d'exister et semblent même se diffuser dans certains contextes métropolitains (Bochet, 2006). Les arguments d'ordre financier sont souvent mis en avant : « passé 30 ans, tu n'as plus envie de payer un loyer à perte » (JP périurbain est du Mans) ; et rejoignent des aspirations à, au moins, « réussir ce côté là de la vie », alors que l'incertitude prédomine dans la sphère professionnelle. La thèse de la réassurance sociale (Jaillet, 2004) que représente l'adhésion au modèle pavillonnaire peut ainsi être confirmée, tout en étant traduite par la montée d'une certaine forme d'individualisme. Cet individualisme n'est pas propre aux espaces périurbains, mais trouve à s'inscrire fortement dans ces types d'espace par la structure des trajectoires résidentielles dominantes. Ces justifications se doublent également de la volonté de marquer l'itinéraire familial. « Pour nous c'est aussi le moyen de dire qu'on a fondé une vraie famille, hein, sans une maison à nous, ça serait différent » (C., périurbain nord du Mans). Parce que des enfants arrivent au sein du foyer, parce que « faire construire » est aussi un engagement dans le temps, devenir propriétaire résonne avec le

maintien de valeurs familiales, forme de collectif qui transcende aussi l'autonomie des individus formant le ménage. De ce point de vue, la traduction immédiate de la volonté d'autonomie du ménage comme indifférence au fonctionnement de l'ensemble de la société est sans doute un raccourci trop rapide. Mais le choix du périurbain est aussi un choix par défaut. Le modèle pavillonnaire s'impose de fait (Semmoud, 2003) parce que le marché de l'immobilier ne propose guère d'autres choix aux familles avec enfants. La migration vers les espaces périurbains est avant tout contrainte par les disponibilités foncières et immobilières dans un contexte de valorisation de la propriété individuelle du logement.

Cela nous amène à la première dimension du parcours résidentiel, à la contrainte majeure qui pèse sur les ménages : les différentiels de coûts fonciers et immobiliers. Les prix immobiliers varient dans une fourchette d'environ de un à dix entre la périphérie la plus proche et le périurbain lointain (prix minimum de 9 euros le m² autour du Mans). Pour une première acquisition, notamment pour la construction d'une maison neuve, le coût du terrain peut donc représenter une très forte part du prix final, comme n'être qu'une partie faible de ce prix.

De même, cela influe fortement sur les prix de l'ancien. En fait, les ménages intègrent souvent les caractéristiques du marché immobilier en amont de leur recherche. Les entretiens montrent que certains définissent même une zone de prospection qui exclut de fait la partie centrale de l'agglomération, selon une distance variant en fonction de leurs moyens financiers.

Ainsi, J. et S., lui travaillant dans la périphérie ouest et elle travaillant dans le centre-ville du Mans, ont délimité une sorte de banane couvrant un large quadrant ouest, excluant le centre et le péricentre de l'agglomération mais pas la périphérie immédiate. Leur choix se portera finalement sur une commune de la première couronne périurbaine en raison des coûts immobiliers. Le cadre de la recherche d'un logement est donc très contraint par les caractéristiques du marché immobilier, dont-on connaît la hausse importante entre 1988-1990 puis à la charnière des années 2000.

La démarche de recherche d'un logement est d'ailleurs assez emblématique de l'individualisation croissante des comportements. Dans l'exemple du segment de l'ancien, il n'existe pas de méthode standard mais un ensemble de possibles plus ou moins mobilisés selon les ménages. Dans l'exemple déjà cité, J. et S. ont clairement défini une zone de prospection, en fonction de proximités relatives à différents lieux : lieux de travail des deux conjoints (avec dans d'autres cas une proximité plus grande pour le travail de la femme, anticipant sur son rôle dans le fonctionnement du foyer au quotidien et pour le transport des enfants) ; lieux d'étude potentiels, souvent à échelle très fine (la proximité de l'école primaire est recherchée), mais beaucoup plus rarement en anticipant sur les contraintes de la carte scolaire



Rodolphe Dodier

Un centre culturel intégré à Saint-Saturnin, 72

pour la scolarisation en collège et jamais, dans notre petit échantillon, pour le niveau lycée ; lieux de résidence de la famille proche, collatéraux et surtout parents, qui assurent souvent, au moins partiellement, la garde des enfants en bas âge, en particulier pour les familles modestes installées dans le périurbain lointain ; lieux d'origine, plus ou moins mythiques, mais qui font que le ménage ou l'un de ses membres a déjà une certaine connivence avec l'espace d'accueil.

Ainsi, il y a une quinzaine d'année, H. a choisi une commune périurbaine du nord-est du Mans « parce que ma famille est originaire du coin » (en fait une bonne dizaine de km plus loin), alors même qu'il travaillait encore au sud de l'agglomération.

Les caractéristiques propres du logement sont le premier facteur de choix, ce qui confirme les analyses antérieures (Bonvalet, 1994). La famille cherche d'abord un certain nombre de pièces, ce critère étant d'ailleurs un facteur de mobilité ultérieure important, et quelques caractéristiques simples : une chambre au rez-de-chaussée pour les ménages les plus âgés qui anticipent sur leur retraite ; un jardin d'une certaine taille ; parfois une pièce pour bricoler ; souvent une grande pièce à vivre pour les ménages les plus aisés. Des caractéristiques de positionnement dans l'espace peuvent aussi être mobilisées, parfois de façon contradictoire selon les ménages : « nous, on voulait bien aller en campagne mais pas être isolés quand même » (T., qui habitait avant dans le péricentre) ; « alors après ça, on s'est dit maintenant surtout pas en lotissement » (A., qui a acheté une ferme plus ou moins rénovée après une première expérience malheureuse dans un lotissement de la première couronne).

De plus, dans ce cadre très contraint, les ménages cher-

chent des logements... libres ! Le marché immobilier est en effet composé uniquement des logements disponibles à l'instant t et, en fonction des contraintes édictées auparavant, il est rare qu'un ménage qui prospecte visite plus d'une trentaine de maisons. Parfois, le choix a été beaucoup plus restreint, limité à 5/6 maisons présélectionnées par l'agent immobilier, voire même, dans l'exemple de H. et L. à une seule maison : « c'est dans ce quartier qu'a vécu ma mère et on a trouvé la maison sympa et pas chère (ils reviennent de Nantes), alors pourquoi aller chercher autre chose ? ». Les hasards de la disponibilité de tel ou tel logement à l'instant t, une adhésion irrationnelle pour une localisation, un agencement ou un détail (« on a eu le coup de foudre » est une expression qui revient dans plusieurs entretiens) font souvent le reste, c'est-à-dire qu'ils font basculer la décision en faveur de tel ou tel logement.

Ensuite, il faut bien valider le choix et le justifier et plusieurs entretiens montrent que c'est seulement dans ce cadre qu'intervient la question du rapport à la ville. Un premier sous-groupe est constitué des ménages qui viennent du logement social. Ils sont numériquement peu nombreux mais leur itinéraire particulier influe fortement sur la perception de la ville. Dans ce groupe, les discours sur la fuite non pas de la ville mais d'un environnement social spécifique sont souvent présents. Certains décrivent la lente dégradation de leurs conditions de vie dans leur quartier antérieur et, même si certains se remémorent de bons souvenirs, ils traduisent par un discours anti-urbain leur volonté de ne pas vivre à nouveau dans ce type de quartier. Mais la plupart des ménages qui déménagent dans l'espace périurbain ne sont pas issus récemment des quartiers d'habitat social.

Pour ces ménages, il existe deux attitudes entre lesquelles ils oscillent : parfois l'installation dans le périurbain se double de l'adoption d'un discours anti-urbain, comme si leur nouvelle condition géographique (Lazzarotti, 2006) leur imposait d'absorber un certain nombre de valeurs et d'attitudes et d'intérioriser de nouvelles normes sociales. La situation la plus courante est cependant celle d'un discours plus positif, plus axé sur la recherche de nouvelles conditions d'habitat, un environnement préservé, un cadre de vie agréable, des caractéristiques de confort et d'espace du logement, souvent argumentées en référence aux enfants : « on voulait mettre les enfants au vert, c'est quand même important qu'ils grandissent en sachant ce que c'est qu'une vache ou un écureuil, et c'est pas en ville qu'on aurait eu ça » (A. et E., périurbain nantais). Si le positionnement par rapport à la ville est présent dans le discours, il s'agit plus de fuir « l'anonymat de la grande ville » et non son urbanité, voire, très souvent, de « retrouver » une vie sociale plus intense qu'auparavant. La fuite de la ville peut donc être sous-tendue par des logiques de développement de la citoyenneté autant que par un processus de rejet.

Si les parcours résidentiels vers le périurbain sont la manifestation d'une nette montée de l'individualisme et de l'autonomie des ménages, il est cependant difficile, à travers les discours les justifiant, de conclure de façon exclusive sur le sens à lui donner. Pour certains ménages, il s'agit d'une décision plutôt axée sur des valeurs positives, incluant une dimension sociale potentielle, alors que dans d'autres cas, il peut effectivement s'agir d'un repli domestique et d'un rejet de la vie sociale. En fait, ce type de mobilité résidentielle est très largement induit par des contraintes financières et est ensuite justifié par des discours qui sont construits à partir d'un ensemble de valeurs et de représentations.

Le modèle pavillonnaire et l'idéologie qui le sous-tend sont certes présents dans ces discours, mais les ménages sont capables de beaucoup de distanciation par rapport à ces injonctions comportementales.

Il faut noter que cette distanciation est aussi fonction de la position sociale. Les ménages qui sont « sur le fil du rasoir » montrent paradoxalement plus de difficulté à s'affranchir des normes sociales, alors que les ménages à fort capital économique ou culturel ont un discours et des pratiques souvent plus nuancés.

Entre périphérisation des pratiques spatiales et valorisation du centre

Les pratiques spatiales sont également un bon indicateur de la nature du rapport à la ville des ménages périurbains. Habiter dans le périurbain, cela signifie avoir une mobilité quotidienne intense, essentiellement fondée sur l'auto-

mobile. Dans la deuxième couronne mancelle, environ 85 % de la population active occupée travaille dans la ville-centre ou sa périphérie immédiate (source RGP99, INSEE).

Cette proportion est un peu plus faible dans la première couronne en raison du développement d'une activité économique locale et de la constitution de pôles secondaires et décroît également vers l'extérieur du bassin d'emploi.

La reconstitution avec les ménages des itinéraires montre que cette mobilité est généralement plus programmée que dans d'autres contextes de résidence, c'est-à-dire que les ménages ont un certain nombre de déplacements prévus dans la journée même si le lieu exact peut être choisi au dernier moment.

Les changements de dernière minute sont d'ailleurs nombreux, nécessitant un large recours au téléphone portable pour concilier les impératifs des différents membres du ménage. Les trajets forment également des boucles, enchaînant plusieurs lieux et motifs de déplacement, alors qu'en centre-ville, le retour au domicile entre chaque déplacement sera plus fréquent (Cailly, 2004). La fréquentation de la ville se focalise également plus sur les pôles de la périphérie que sur le centre-ville. C'est d'ailleurs un des arguments principaux pour dresser un portrait au rabais de l'urbanité des périurbains.

Existe-t-il pour autant un rejet de la ville et particulièrement de la ville-centre ? En fait, une fois encore, l'éventail des attitudes possibles est très large, depuis le rejet de la ville-centre et la fréquentation uniquement utilitaire de sa périphérie, jusqu'à une fréquentation assidue et impliquée du centre, souvent doublée d'un discours très positif sur la ville. « Ben quand je suis rentré, faut pas me demander de retourner en ville ! C'est impossible de se garer en plus (...). Les gens ils ne se parlent pas (...). On est mieux devant notre cheminée ! » (W. périurbain lointain, ouest du Mans). « On aime bien se faire un petit resto, se promener (dans la vieille ville), aller au ciné le soir... On va souvent à des concerts aussi. C'est quand même là qu'il se passe des choses » (A., périurbain proche, ouest du Mans). Cette oscillation entre attraction et répulsion est à la fois interne aux individus, selon les temps de la vie et les préoccupations du moment, et externe, concernant l'ensemble de la population périurbaine.

Derrière l'individualisation des pratiques et des rapports à la ville se cachent en effet des logiques collectives. La distance spatiale et la distance sociale se combinent pour expliquer une plus faible propension à la fréquentation des espaces urbains pour les habitants du périurbain lointain, alors qu'en première couronne les attitudes diffèrent peu de celles des habitants de la ville dense.

En première couronne, bien que l'offre locale, à la fois de commerces, de services et d'activités culturelles ou sportives, soit bien structurée, les choix de consommation s'exercent souvent à l'échelle large de la ville. Les activités les plus banales (acheter son pain, emmener les enfants au foot)

sont pratiquées localement, mais les activités rares ou à fort contenu peuvent être pratiquées en ville (achat exceptionnel, pratique d'un sport spécifique, etc.). En revanche, dans les marges lointaines du périurbain, l'offre locale reste peu développée, sauf dans les petites villes, mais la demande sociale, en particulier d'activités de loisir, est également moins importante ou moins exprimée. « Le mercredi, c'est fait pour se reposer (...) mais le problème c'est pour faire garder les enfants, c'est la panique (...) heureusement que ma mère vient de temps en temps parce que sinon je sais pas comment je ferais » (L. périurbain lointain du nord du Mans). Le manque de services, par exemple pour la garde des enfants, se fait cruellement sentir dans les espaces périurbains éloignés de la ville-centre, mais est plus pallié par les réseaux familiaux que par le recours à une offre urbaine.

La consommation contrainte est dans tous les cas principalement localisée dans les zones périphériques, qui correspondent bien aux parcours de mobilité quotidienne et à une bonne accessibilité par l'automobile. Or, le mode de transport dominant dans les espaces périurbains, en l'absence d'alternative crédible, reste l'automobile. À vrai dire, ce mode de consommation n'est pas emblématique d'un mode de vie périurbain, mais représente bien la norme dans la société contemporaine. En revanche, même si ces espaces périphériques sont toujours fréquentés, c'est de manière un peu différente selon le statut social. Si cela représente un modèle pour les catégories populaires, les catégories aisées sont beaucoup plus critiques à l'égard de ce mode de consommation (Cailly, 2004). Le rapport à la ville est donc marqué par un mouvement contemporain de périphérisation des pratiques spatiales, mais la signification de cette tendance n'est pas seulement le rejet de valeurs urbaines, c'est avant tout la marque d'une conformation aux modèles de consommation dominants.

Les principales différenciations entre ménages proviennent en fait de la consommation loisir, du shopping, de la consommation ou de la pratique culturelle, qui restent des activités qui peuvent se faire dans la ville-centre autant que dans ces pôles périphériques. Ainsi, pour un certain nombre de ménages, plutôt aisés et résidant plutôt dans la première couronne, le centre-ville reste un espace connu, fréquenté de manière impliquée et non neutre, souvent valorisé dans les discours. Les activités qui « comptent », qui peuvent par exemple avoir une dimension identitaire affirmée, se pratiquent dans le centre-ville et non en périphérie : « moi, ma passion c'est le théâtre (...) je fais partie d'une association (dans le centre-ville) (...) je vais souvent voir ce que font les autres aussi, donc j'y suis souvent » (S., périurbain nord du Mans). En revanche, pour les ménages populaires du périurbain lointain, le centre-ville présente plus de désagréments que d'aménités : les difficultés de stationnement, l'anonymat ou la difficulté de comprendre les codes comportementaux sont alors mis en avant. Dans quelques cas, l'aspect anxigène de la ville est évoqué (« toute cette foule, ça me fait peur, oui vraiment ça m'angoisse ») mais

il serait hasardeux de généraliser ce type de perception de la ville à l'ensemble des habitants du périurbain.

Les rapports à la ville ne sont donc pas univoques : la ville est fréquentée à des fins utilitaires mais est aussi un espace de référence important pour certains ménages. La fréquentation de la ville, ou du moins de ses pôles périphériques, est commune à l'ensemble de la population périurbaine, mais la valeur attribuée à ces espaces périphériques (et la qualité même de « ville ») varie beaucoup d'un individu à l'autre ainsi que selon le niveau social. Pour une part importante de la population, le centre-ville est peut être fréquenté de manière moins assidue qu'il y a quelques années, mais cette fréquentation étant moins contrainte, ce type d'espace peut très bien être hautement valorisé, générant même de forts sentiments identitaires. L'individualisation des pratiques ouvre donc la porte à un choix plus large de références spatiales, parmi lesquelles la ville-centre reste un des possibles.

Diversité des espaces de la vie sociale

Le troisième champ qui peut permettre d'avancer sur la signification de l'individualisme périurbain est constitué par un ensemble qu'on peut regrouper sous le terme de vie sociale. Celle-ci s'inscrit dans l'espace, par exemple à partir des lieux de relations sociales (familiales ou amicales), ou des lieux de pratique d'activité à fort contenu relationnel comme par exemple la participation à des activités associatives.

De ce point de vue, il n'existe pas non plus un archétype du ménage périurbain, qui serait censé n'avoir que peu de relations sociales. La fréquence de ces relations est en fait très variable. Elles prennent la forme de réceptions chez les uns ou chez les autres, ce qui est caractéristique de relations entre familles plus qu'entre individus (qui se retrouvent plutôt dans le cadre de groupes affinitaires). Dans notre échantillon, certains ménages se caractérisent par une faible vie sociale et un vrai repli domestique, recevant très peu et essentiellement des membres de leur famille. Il n'y a pas vraiment de profil standard pour ce type de ménage, qui concerne aussi bien des catégories populaires que des catégories plus aisées. Il s'agit plutôt du résultat d'itinéraires personnels ou familiaux marqués depuis longtemps par l'atonie des rapports sociaux, sans que l'installation dans le périurbain soit clairement à l'origine d'une baisse de la vie sociale : « quand on habitait là-bas (logement locatif dans le périurbain), on sortait pas beaucoup non plus » (W. périurbain ouest du Mans).

En revanche, d'autres ménages ont d'intenses relations sociales, que ce soit à l'échelle du lotissement, du village ou de l'ensemble de la ville. Les relations sociales les plus importantes pour le ménage ou l'individu peuvent d'ailleurs très bien être celles qui s'exercent à l'échelle de l'ensemble de la ville. Certains n'ont pas changé leurs relations sociales,

construites avant leur arrivée dans l'espace périurbain, même si on se reçoit plus entre familles que sous la forme de sorties de groupe. Au contraire, le pavillon peut être devenu le lieu de ralliement de la famille élargie ou du groupe d'amis, (« on a plus de place et puis avec le barbecue c'est sympa ») profitant de l'espace disponible pour organiser des soirées et faire la fête (et du bruit) sans (trop !) gêner les voisins.

Certains ménages sont venus dans le périurbain en recherchant l'intégration locale et de nouvelles relations sociales, en se référant souvent à un mythe du village convivial où tout le monde se connaît. La réalité est dans certains cas un peu décevante, en raison du décalage avec l'attitude de voisins venus rechercher la tranquillité ou du fort contrôle social existant, notamment pour des ménages vivant un peu différemment des autres : « c'est sûr on a une belle maison et on part tous les week-end, ça c'est sûr, les voisins ils comprennent pas, alors à chaque fois qu'on part, faut voir les regards... » (J.P. périurbain est du Mans). Des sortes de cycles peuvent parfois s'observer dans des lotissements, avec une période initiale de vie sociale très active, puis une lente dégradation ou une baisse de l'intensité des relations. Inversement, des ménages arrivés dans le périurbain sans volonté réelle d'intégration ou craignant même d'être « envahis » par les voisins, décrivent fort bien leur intégration progressive dans la vie sociale locale, en général d'abord par les enfants, l'école ou leurs activités du mercredi, puis par la construction de relations sociales durables et impliquantes avec d'autres ménages. « Au départ, on n'était pas très chaud pour avoir des relations ici. En fait, avec l'école on s'est retrouvé à participer aux sorties, enfin surtout ma femme, puis après on te demande un coup de main pour les kermesses. Tu mets tes enfants à la musique aussi et tu te retrouves dans le bureau, parce qu'il y a des gens sympas quand même, faut juste faire un peu le tri. Et puis maintenant on a des vrais amis quoi » (R. périurbain nord du Mans). Le brassage social n'est pas absent, en particulier sur le plan socio-économique, même si sur le plan socio-démographique les familles dominent largement dans ce type d'espace.

Le dynamisme associatif est également assez important dans les communes périurbaines, particulièrement dans les communes de la première couronne. Étant donné la taille des communes, le nombre d'associations fondées autour de pratiques sportives ou culturelles, autour de la connaissance du patrimoine local, autour d'objectifs humanitaires ou autour de prises de positions citoyennes est assez impressionnant. La réactivité aux projets locaux ou à des projets plus larges est importante. Elle peut être lue comme la montée de processus de type NIMBY mais à travers l'exemple des projets TGV dans la région mancelle, avec le développement de propositions alternatives, le phénomène peut aussi être interprété comme des prises de paroles citoyennes. Il serait donc paradoxal de traduire uniquement cette tendance en termes de phénomène NIMBY, alors que dans d'autres contextes de résidence on regrette la faible participation des habitants.

De plus, l'activité associative n'est pas que locale, centrée sur la vie de la commune ou sur des activités banales. Certaines associations urbaines, d'audience départementale par exemple, sont aussi gérées ou animées par des bénévoles qui résident dans l'espace périurbain et qui ont une réelle recherche de l'intérêt collectif. Autour du Mans, une enquête spécifique sur les membres d'association montre que près de la moitié des périurbains membres d'une association le sont dans une association localisée dans la ville-centre. L'implication active dans la vie sociale est donc généralement bien répandue. Il existe même un archétype, dans le périurbain, du « surinvesti » dans les activités associatives ou la vie municipale, qu'on retrouve un peu dans chaque commune.

Dans d'autres ménages, la participation à la vie sociale prend plus la forme d'une simple participation aux activités ou aux animations mises en place. La fréquentation des animations proposées est ainsi assez intense, avec de fortes variations selon les communes. Dans une des communes observées autour du Mans, les fêtes peuvent rassembler jusqu'à 250 personnes pour un total d'à peine plus de 1000 habitants. Dans quel quartier urbain pourrait-on observer le même phénomène ? Toutefois, il ne faudrait pas dresser un portrait trop positif de cette participation. Une analyse fine des interactions sociales lors de ces événements montrerait sans doute que les relations sociales se font avant tout à l'intérieur de groupes déjà constitués.

Enfin, une proportion non négligeable de la population (environ 40 % selon un maire) reste en dehors de ces activités sociales. Dans un certain nombre de cas, cela ne signifie pas absence de relations sociales, mais celles-ci se font à travers des interactions sociales fondées sur des petits riens : « avec la voisine, on discute sur le pas de la porte ; on aime bien parler des feuilletons télévisés, ou on cause du temps qu'il fait, ou de la famille ; elle est un peu seule en fait » (C., périurbain nord du Mans). Il ne faudrait pas avoir une lecture élitiste de la vie sociale en considérant ces interactions comme des relations au rabais. Le lien social généré entre les protagonistes peut être très fort.

La situation globale de la vie sociale dans les espaces périurbains diffère-t-elle de celle observable dans d'autres contextes de résidence ? Il ne semble pas que la distinction avec des quartiers centraux de grandes villes (Authier *et al.*, 2001) soit finalement si grande. Au-delà des effets de structure liés à la composition sociale, la même diversité s'observe dans la participation à la vie sociale.

Individualisme forcené ou individualisme citoyen ?

La situation de la vie sociale dans les espaces périurbains se caractérise par une forte tension entre deux possibles. D'un côté, par bien des aspects, les relations sociales, les rapports aux autres et l'implication dans la vie collective

montrent que derrière l'individualisation des comportements, des attitudes citoyennes se diffusent. D'un autre côté, cette individualisation peut conduire à des attitudes de repli sur l'espace domestique, à une crainte du rapport aux autres, voire à une quasi-sécession sociale.

Cette tension s'applique à l'ensemble des ménages périurbains, avec une opposition entre couronnes interne et externe, des différenciations entre lotissements, villages ou morceaux de communes, avec également de forts contrastes entre ménages résidant dans les mêmes contextes micro-résidentiels. Mais ces tensions s'exercent aussi à l'intérieur des ménages, entre les individus les composant, avec des attitudes différentes selon le genre – plus d'implication locale pour les femmes, plus de rapports à la ville pour les hommes – et selon la position dans le cycle de vie, les grands adolescents étant les plus critiques vis-à-vis du mode de vie périurbain. Ces tensions touchent aussi l'individu lui-même, souvent partagé par des sentiments contradictoires. D'une part il existe une forte aspiration à la vie sociale et ce sentiment est souvent considéré comme un horizon positif à atteindre mais, d'autre part cette attitude est contrecarrée par des pulsions de rejet des autres, au hasard d'une micro-agression ou d'un contexte personnel défavorable. Les gens sont souvent très conscients de ces contradictions, affectant des valeurs très différenciées aux deux possibles.

Le contexte résidentiel spécifique rend d'ailleurs peut-être plus visibles certaines tendances, en particulier la différenciation entre des ménages attentifs au fonctionnement de l'ensemble de la société et s'impliquant pour « faire bouger les choses », et des ménages repliés sur eux-mêmes, regardant avec circonspection l'évolution de la société et se sentant en marge.

En même temps, les espaces périurbains restent marqués par la présence de plusieurs institutions. D'une part, la majorité des ménages restent formés d'une famille nucléaire, que l'on peut considérer comme le premier maillon des dimensions collectives. Les individus qui le composent doivent négocier en interne, par exemple les grands adolescents pour la question de la mobilité, et articulent donc dimension individuelle et collective. D'autre part, la commune, le village périurbain, sont des références qui restent très présentes. Les individus doivent composer

avec cette dimension, en plus de celle de la ville, avec des « avantages », une incitation forte à l'implication dans la vie de la société, et des « inconvénients », le fort contrôle social et l'imposition d'une norme comportementale.

Enfin, il existe des dimensions collectives évidentes, notamment de structuration spatiale en fonction des ressources socio-économiques. Les ménages n'ont pas forcément un degré de conscience de ces différenciations très affirmé, les discours sur l'homogénéité du ou des territoires étant très présents, mais les ménages périurbains sentent aussi un peu confusément qu'ils ne sont pas au cœur du fonctionnement de la société. Ce sentiment diffus génère parfois des réactions vives, individuelles, des sentiments d'être les oubliés du développement urbain, notamment dans le périurbain lointain, mais ne se traduit pas, à l'heure actuelle, par la perception d'un intérêt collectif très clair.

Toutefois, cette situation n'est sans doute pas propre à l'espace périurbain, qu'il est difficile de parer intrinsèquement de vertus émancipatrices ou de valeurs de rejet de la société. Loin de la trop facile attribution à des habitants d'un espace spécifique, quel qu'il soit, de caractéristiques homogènes, l'immersion dans les espaces périurbains permet au contraire de mettre en exergue des tendances générales de l'évolution de la société contemporaine. Les contradictions qui traversent la vie sociale des espaces périurbains apparaissent en effet à bien des égards emblématiques des mutations de l'ensemble de la société.

L'action politique sera donc déterminante pour l'évolution des espaces périurbains. Soit elle conforte la montée du sentiment de l'existence d'un intérêt collectif dépassant le seul espace résidentiel, s'appuyant sur un individualisme condition d'une citoyenneté pleinement assumée (Singly, 2003), soit elle laisse ces espaces et surtout les espaces périurbains les plus éloignés et les plus fragiles, notamment sur le plan social, en marge du fonctionnement de la société, se contentant de stigmatiser les périurbains pour leur entre soi et leur forte empreinte écologique, et alors les scénarios de la sécession sociale deviendront du domaine du possible.

Entre individualisme citoyen et individualisme forcené, l'évolution des espaces périurbains représente un des tournants de l'histoire urbaine.

Références bibliographiques

- Authier J.-Y. (dir.), (2001), *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Anthropos, 209 p.
- Berger M., (2004), *Les périurbains de Paris*, Éditions du CNRS, 317 p.
- Bochet B., (2006), *Métropolisation, morphologie urbaine et développement durable ; transformations urbaines et régulation de l'étalement : le cas de l'agglomération lausannoise*, thèse, Université de Lausanne, 403 p.
- Bonvalet C., (1994), *Logement, mobilité et populations urbaines*, Presses du CNRS, 137 p.
- Cailly L., (2004), *Pratiques spatiales, identités sociales et processus d'individualisation - Étude sur la constitution des identités spatiales individuelles au sein des classes moyennes salariées du secteur public hospitalier dans une ville intermédiaire : l'exemple de Tours*, thèse, Université de Tours.
- Charmes É., (2005), *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, L'Harmattan, 219 p.
- Dodier R., (2006), « Habiter, ce que le périurbain nous apprend », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, pp. 31-44.
- Donzelot J., (1999), « La nouvelle question urbaine », *Esprit* n° 258, pp. 87-114.
- Dubois-Taine G., Chalas Y., (1997), *La ville émergente*, Éditions de l'Aube, 286 p.
- Ehrenberg A., (1995), *L'individu incertain*, Hachette, 351 p.
- Estèbe P., (2004), « Quel avenir pour les périphéries urbaines ? », *Esprit* n° 303, pp. 82-95.

Grésillon M., (1998), « La grande spatialité du vote d'extrême-droite en France », in Pumain D., Mattei M.-F. (dir.), *Données urbaines* n° 2, Anthropos, Economica, pp. 49-58.

Haumont N., (1966), *Les pavillonnaires : étude psychologique d'un mode d'habitat*, réédition L'Harmattan 2001, édition originale CRU, 150 p.

Hoyaux A.-F., (2002), « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergéo*, n° 102, 18 p.

Jaillot M.-C., (2004), « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit* n° 303, pp. 40-60.

Lazarotti O., (2006), *Habiter, la condition géographique*, Belin, 288 p.

Lévy J., (2001), « Préface, habiter l'espace avec, sans, contre les autres », in Pinson D., Thomann S., *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, L'Harmattan, pp. 5-10.

Luxembourg N., (2005), *Renouvellement social et immobilités en périurbain, le cas de l'aire métropolitaine marseillaise*, Thèse, Université Aix-Marseille III, 276 p.

Pinson D., Thomann S., (2001), *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*, L'Harmattan, 191 p.

Semmoud N., (2003), « L'habiter périurbain : choix ou modèle dominant ? », *Revue de Géographie Alpine*, n° 91-4, pp. 57-64.

Singly F. de, (2003), *Les uns avec les autres*, Armand Colin, 268 p.

Biographie

RODOLPHE DODIER est maître de conférences en géographie sociale à l'Université du Maine, GREGUM/ESO, UMR CNRS 6590. Il travaille plus particulièrement sur les thèmes de recherche suivants : géographie sociale, dynamiques périurbaines, individus et groupes sociaux, habiter, mobilités. Il a publié « Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages périurbains ? », *Norois*, n° 2, pp. 35-46, 2007 ; « Habiter, ce que le périurbain nous apprend », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, daté 2003-2004, pp. 31-44, 2006 ; « Mobilité quotidienne du travail : du couple ville industrielle – espace rural à la "nouvelle" organisation urbaine », in Arlaud S., Jean Y., Royoux D., *Rural – Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 71-82, 2005 ; « L'espace dans les stratégies résidentielles des ménages », *ESO Travaux et documents* n° 21, pp. 115-123, 2004.

rodolphe.dodier@univ-lemans.fr